



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Accusations

Réunion au FMI concernant la directrice Kristalina Georgieva

Le conseil d'administration du FMI n'a pas pris de décision concernant Kristalina ... • (Page 08)

Londres

Les couturiers de rue se dressent face à la fast fashion

« Raccommode-le, ne le jette pas. » Sous ce slogan, des couturiers londoniens ... • (Page 08)



Assurance Vie

NSIA rachète Sanlam Togo



Togo / Contrats de partenariat public-privé

Un nouveau dispositif pour faciliter l'investissement privé

• (Page 03)

Assemblée Nationale

Le code du cinéma et de l'image animée adopté

Les députés ont adopté à l'unanimité, lors de la troisième séance plénière de la ... • (Page 02)

125^{ème} C.A de la BOAD

20 milliards FCFA pour la modernisation de TOGOCOM

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni le 21 ... • (Page 04)

Agriculture

La BAD s'engage au Forum de la révolution verte

Présent à Accra dans le cadre de la première réunion de coordination des Chefs des ... • (Page 06)

Assurance maladie universelle

Le Comité de pilotage adopte un plan de travail

Le Premier ministre Victoire Dogbé a présidé, mercredi 22 septembre 2021, la ... • (Page 11)



**TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS**

Assemblée Nationale

Le code du cinéma et de l'image animée adopté

Les députés ont adopté à l'unanimité, lors de la troisième séance plénière de la deuxième session ordinaire, le mardi 21 septembre 2021, le code du cinéma et de l'image animée.



● Dr Kossi Lamadokou, ministre de la Culture et du Tourisme

● Bernard AFAWOUBO

Le code voté constitue un instrument juridique indispensable pour booster la production cinématographique nationale et bâtir une véritable nationale de la cinématographie et de l'image en s'appuyant sur la protection et la valorisation du patrimoine culturel en général et du septième art en particulier. A en croire le ministère de la culture et du tourisme, l'avènement de cette nouvelle loi permet à notre pays de franchir une étape importante dans sa politique de développement et de professionnalisation du secteur du cinéma afin que ce métier puisse créer de l'emploi et nourrir nos concitoyennes et concitoyens qui s'y engagent quotidiennement avec passion, amour et détermination. La plénière de ce 21 septembre 2021 vient mettre un terme à un long cheminement enclenché depuis 2017 marqué par l'organisation d'un atelier de validation du projet de loi portant code du

cinéma et de l'image animée et son adoption en conseil des ministres, le 08 mai 2018. Selon Dr Kossi Lamadokou, ministre de la Culture et du Tourisme, « cette loi servira de catalyseur pour le gouvernement dans sa politique de promotion et de développement d'une industrie du septième art afin de permettre aux cinéastes togolais de faire des productions de qualité et en nombre suffisant pour assouvir la demande des films reflétant notre vécu, nos valeurs et nos croyances,

demande légitime exprimée par nos concitoyens et abondamment relayée par la représentation nationale » L'acquisition de cet instrument juridique devrait aussi faire émerger une industrie cinématographique locale au détriment de la « trop forte » consommation des films étrangers qui véhiculent dans leur grand ensemble « des modes de pensées et d'actions exogènes qui remplacent progressivement les propres valeurs culturelles » endogènes.



AUX DECIDEURS ...
Bonne nouvelle pour les politiques

La chute du rapport Doing Business de la Banque mondiale reflète les limites de l'application de classements standardisés pour mesurer la performance économique des pays. Conséquence, l'on pourrait retrouver à court moyen terme, une meilleure indication du climat des affaires qui repose beaucoup plus sur divers ensembles de données et non sur quelques mesures quantifiables et ajustables. Pour rappel, en août dernier, la Banque mondiale a annoncé la suspension de son rapport « Doing Business » en citant un « certain nombre d'irrégularités » comme principale raison. Ceci, après 17 années d'existence. Dès le début, le rapport visait à offrir un cadre simple pour stimuler les performances économiques et mener des réformes pour booster le climat des affaires. Ainsi, il a classé 190 pays sur la base d'indicateurs tels que « les réglementations commerciales, les droits de propriété, l'exécution des contrats, les lois sur l'investissement, la disponibilité du crédit et un certain nombre d'autres facteurs ». En 2018, Paul Romer, économiste en chef de la Banque mondiale, a démissionné après avoir remis en question les modifications apportées à l'ordre du Chili dans le rapport Doing Business. Mais il est peu probable que des causes politiques cachées soient les principales raisons de la suspension actuelle. Ce n'est pas vraiment un secret que la Banque mondiale privilégie le modèle de croissance économique néolibéral et que l'approche libertaire est plutôt la méthodologie qui suscite des inquiétudes. Bien que la méthodologie ait été utilisée dans le monde entier, elle a eu tendance à réduire la complexité de l'activité économique à quelques mesures quantifiables, ce qui a laissé une place importante au jeu du système, en permettant à de nombreux gouvernements d'introduire simplement des changements cosmétiques qui amélioreront leur place dans le classement sans réformer correctement l'environnement des affaires. En août, les données de la Chine, de l'Azerbaïdjan, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite se sont avérées avoir été délibérément modifiées, selon le Wall Street Journal. L'information est apparue comme un coup dur pour le rapport et a poussé les dirigeants de la Banque mondiale à le suspendre indéfiniment. Ainsi, la publication s'est avérée être la dernière goutte de plusieurs autres préoccupations concernant la crédibilité de l'approche standardisée. Un autre problème est que la méthodologie utilisée pour créer une incitation à poursuivre des politiques économiques qui ne sont pas toujours appropriées dans tous les cas. Mais alors que de nombreux pays en développement s'efforçaient d'améliorer leur position, certains gouvernements ont subi des pressions pour faire adopter des réformes de la réglementation des affaires et des règles de propriété foncière qui ne sont pas correctement conçues. Le « projet de loi Omnibus » controversé de l'Indonésie sur la création d'emplois contenait un certain nombre de réformes favorables au marché qui ont suivi la voie de la Banque mondiale et auraient probablement pu propulser la position du pays dans le rapport. Néanmoins, le paquet a été fermement condamné par les syndicats et les groupes de la société civile, qui prétendent qu'il favorise les grandes entreprises au détriment des travailleurs et des droits humains. Il n'est pas clair si nous assisterons au retour du rapport ou s'appuiera-t-il sur des méthodologies différentes. Mais il est clair que la chute a projeté les erreurs de s'appuyer sur une poignée de métriques quantifiables et ajustables afin d'évaluer la complexité des différents modèles économiques. La fin du rapport « Doing Business » laisse espérer que dans un avenir proche, nous pourrions assister à une approche plus holistique qui englobera un plus grand nombre de nuances et d'autres facteurs localisés. Cela est susceptible de donner aux décideurs politiques plus d'autonomie pour introduire des mesures pour répondre aux besoins des entreprises sur le terrain et non pour satisfaire des améliorations motivées par la politique qui ne se produisent pas réellement.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE GROUPE NSIA CONSOLIDE SA POSITION DE LEADER DE LA BANCASSURANCE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Abidjan (Côte d'Ivoire), le 22 septembre 2021 – Le Groupe NSIA renforce sa présence dans l'assurance en Afrique de l'Ouest et Centrale avec l'acquisition de quatre filiales d'assurances appartenant au Groupe Sanlam. Cette opération, soumise à la validation des autorités de tutelle de la CIMA, de la CEMAC et de la Banque Centrale de la République de Guinée, est une étape importante pour le développement du Groupe NSIA au Togo, Gabon, Congo et en Guinée.

Dans le cadre de cette stratégie de développement, le Groupe NSIA a récemment signé un accord avec le Groupe Sanlam, structuré en deux volets :

- La cession à SANLAM des filiales Vie et Non Vie de NSIA au Mali pour répondre au besoin stratégique de recentrage de couverture géographique du pôle assurances, et,
- Le rachat des quatre filiales du Groupe SANLAM qui sont :
 - L'Assurance Vie de Sanlam au Togo ;
 - L'Assurance Vie de Sanlam au Gabon ;
 - L'Assurance Non Vie de Sanlam au Congo ;
 - L'Assurance Non Vie de Sanlam en Guinée.

Déjà présent au sein de ces quatre pays, l'ensemble de ces acquisitions permettra au Groupe NSIA d'y renforcer son positionnement, son volume d'activité, ses fonds propres et d'accroître sa rentabilité. Par ailleurs, le Groupe NSIA anticipe des synergies induites par ces acquisitions. Que ce soit sur l'aspect humain, organisationnel ou métier, l'intégration des nouvelles filiales est un levier important pour le développement de l'activité assurantielle du Groupe.

Pour **Jean Kacou Diagou, Président Directeur Général et fondateur du Groupe NSIA** : « Depuis 26 ans, le Groupe NSIA met en œuvre une stratégie de développement contrôlée de ses activités. C'est ce qui nous permet de nous installer durablement dans chacun de nos pays d'implantation. Aujourd'hui, nous renforçons notre présence au Togo, au Gabon, au Congo et en Guinée. Pour l'ensemble de nos parties prenantes, cette opération est annonciatrice de perspectives prometteuses ».

Pour **B. Janine Kacou Diagou, Directeur Général du Groupe NSIA** : « Cette opération répond à deux objectifs : augmenter nos parts de marché dans des pays importants pour le développement de NSIA et renforcer notre mise en conformité avec les exigences du régulateur de la zone CIMA ».

* * * * *

À propos du Groupe NSIA

Le Groupe NSIA est un Groupe de services financiers qui intègre des produits et services bancaires et d'assurances présent en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Togo, en Guinée, en Guinée Bissau, au Ghana, au Nigeria, au Gabon, au Cameroun, au Congo Brazzaville, et au Sénégal. Le Groupe NSIA, est fort de 3 Banques, 3 succursales bancaires, 19 Compagnies d'Assurances, 1 Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI), 1 Société de Gestion des OPCVM, 1 société Immobilière, 1 société de courtage en réassurance, et 1 Fondation. Il compte près de 3 000 employés.

Contacts Presse

Marie-Thérèse BOUA N'GUESSAN

Directeur RH et Communication Groupe

Tél. : (225) 27 20 31 98 25

NSIA, le vrai visage de l'assurance et de la banque.

Email : info@groupensia.com - Site : www.groupensia.com



125ème Conseil d'Administration de la BOAD

20 milliards FCFA pour la modernisation de TOGOCOM

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni le 21 septembre 2021 en visio-conférence pour sa 125ème session ordinaire. Les prêts approuvés concernent le financement partiel des projets parmi lesquels figure l'extension et modernisation du réseau de la Société Holding Togolaise des Communications Electroniques (TOGOCOM) SA au Togo. Montant de l'opération : 20 milliards FCFA.

• Eyram AKAKPO

Les travaux de la 125ème session ordinaire de la BOAD ont démarré par l'approbation du procès-verbal de la 124ème réunion, tenue le 25 Juin 2021 par visioconférence, et l'arrêté des comptes intermédiaires de la Banque au 30 juin 2021. Les administrateurs ont examiné et approuvé cinq propositions de financement pour un montant global de 60 milliards FCFA. Ces nouvelles approbations portent à 348,7 milliards FCFA le montant à date des engagements sur l'année 2021, et 6 592,7 milliards FCFA, le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976.

tra d'améliorer la qualité de service des activités de vente en gros et d'exportation de produits agroalimentaires au Bénin. La réalisation du projet contribuera également à la création d'au moins 200 emplois directs (temporaires) et de 820 emplois indirects et induits. Par ailleurs, la réalisation des travaux de préparation et de construction permettra de transférer les activités de gros du marché de Dantokpa, et donnera aux femmes de la Commune d'Abomey-Calavi, une opportunité d'améliorer leur revenu en exerçant des activités de petit commerce et de restauration au voisinage du chantier. Le montant de l'opération est de 20 milliards FCFA.

Niger

Les prêts prennent aussi en compte l'aménagement de la corniche dans le cadre du bitumage de la voirie urbaine de Tillabéri, en République du Niger. Il s'agit de l'aménagement et du bitumage en 2x1 voies d'une section de 3km de la corniche de Tillabéri avec deux accotements de 1,5 mètre chacun. Il est également prévu, la construction de trois débarcadères et de trois hangars marchands

Bénin

Les prêts approuvés concernent le financement partiel de 5 projets notamment, la construction d'une plateforme logistique au niveau du pôle agroalimentaire de l'agglomération du Grand Nokoué, à Abomey Calavi, en République du Bénin. D'une superficie de 168 ha, la plateforme permet-



pour les échanges commerciaux dans la zone. Le projet contribuera ainsi à dynamiser l'économie à travers l'amélioration du cadre de vie des populations et des conditions de transport dans la ville, pour un montant global de 6,5 milliards FCFA.

Togo

Au Togo le financement tient sur l'extension et modernisation du réseau de la Société Holding Togolaise des Communications Electroniques (TOGOCOM) SA. Le projet porte sur la construction de 430 nouveaux sites du réseau mobile ; la mise aux normes 4G de 793 sites; le déploiement de 53 nouveaux

sites 5G dans cinq zones, à titre expérimental; le raccordement de 613 sites à la fibre optique et l'extension de la capacité d'accès à l'international de 60 Gpbs afin de la porter à 80 Gpbs. Sa mise en œuvre permettra la réalisation d'une couverture de 98% de la population et 90% du territoire togolais en 2023. Le montant de l'opération est 20 milliards FCFA.

Mali

Au Mali le prêt concerne la mise en place d'une troisième ligne de refinancement en faveur de l'Union des Caisses Mutuelles KAFO JIGINEW. Ce concours s'inscrit dans le cadre des efforts entrepris par la Banque pour contribuer au renforcement des ressources

stables des Institutions Financières Nationales (IFN) de l'UEMOA. Il est destiné à l'acquisition d'équipements d'électrification solaires hors réseaux à l'attention notamment des ménages, des micros et des petites entreprises, des écoles et centres de santé, dont le montant de l'opération est 3,5 milliards FCFA.

Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, 10 milliards FCFA, sont débloquent par la Banque pour le renouvellement d'une contre-garantie partielle d'une garantie à court terme octroyée par la Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI) à Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES). Le Conseil a

enfin pris connaissance d'une communication sur l'état d'avancement du projet PENINSULA, désignant l'opération de doublement des fonds propres de la Banque. L'augmentation de capital prévue de 1,3Md \$ au moins vise à donner à la BOAD, les moyens de répondre aux besoins croissants des populations de l'Union liés notamment aux secteurs des infrastructures de transport, des énergies, de l'habitat, de l'agriculture, de l'éducation et de la santé. En clôturant les travaux, le Président Serge Ekue a, au nom du Conseil d'Administration, remercié l'ensemble des équipes de la Banque pour leur mobilisation et les moyens techniques mis en œuvre pour la tenue de cette session dans les meilleures conditions. Il faut préciser qu'à l'entame de la réunion, le Conseil a observé une minute de silence en hommage à feu Charles Konan BANNY, ancien Premier Ministre de Côte d'Ivoire, ancien Gouverneur de la BCEAO, et ancien membre du Conseil d'Administration de la BOAD. Les administrateurs ont salué la mémoire d'un expert du monde de la finance, artisan zélé de l'intégration régionale de la zone UEMOA.



Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Togo / Contrats de partenariat public-privé

Un nouveau dispositif pour faciliter l'investissement privé

Le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a présidé ce 22 septembre 2021 le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le Conseil des ministres s'est penché sur plusieurs avant-projets de lois, entre autres, celui relatif aux contrats de partenariat public-privé, un nouveau dispositif pour faciliter l'investissement privé et optimiser la dépense publique dans le but de développer les infrastructures dans notre pays.

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 22 septembre 2021

Le conseil des ministres s'est réuni ce mercredi 22 septembre 2021 sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République.

Le conseil a examiné **deux (02) avant-projets de loi** et écouté **cinq (05) communications**.

I. Au titre des avant-projets de loi,

Le conseil a examiné et adopté l'avant-projet de loi relatif aux contrats de partenariats public-privé.

Afin de consolider la politique d'amélioration constante du climat des affaires de notre pays et de faciliter la réalisation des grands projets structurants, le Togo s'est engagé dans un processus de modernisation de sa réglementation de la commande publique.

Suite à la modernisation du régime des marchés publics et fort de l'expérience de notre pays en matière de délégations de service public, le présent texte renforce le cadre juridique et réglementaire spécifique des contrats de partenariats public-privé.

Cette réforme vise à favoriser la mise en œuvre des projets de la feuille de route gouvernementale en facilitant l'investissement privé et en optimisant également la dépense publique pour développer les infrastructures dans les secteurs porteurs et stratégiques de l'économie nationale.

Le conseil a ensuite examiné et adopté l'avant-projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération entre les Gouvernements des Etats membres de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) et le Gouvernement de la République française.

Le présent avant-projet de loi a pour objet de solliciter l'autorisation de la représentation nationale pour ratifier le nouvel accord de coopération monétaire entre les Gouvernements des Etats membres de l'UMOA et le Gouvernement de la République Française, signé le 21 décembre 2019 à Abidjan.

Ce nouvel accord constitue une avancée majeure réalisée dans l'intégration économique et monétaire des huit pays membres de l'UMOA, en mettant en place les bases de leur adhésion à l'ECO, projet de monnaie unique de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Son objectif est triple : i) améliorer les échanges entre les différents pays membres, ii) renforcer la stabilité et la résilience des économies, iii) impulser une croissance forte, durable et inclusive au niveau de la région.

I. Au titre des communications,

Le conseil a écouté une première communication sur la réforme de l'Ecole normale supérieure (ENS) d'Atakpamé ; présentée par le ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat.

La communication a pour objet de présenter au conseil, les défis à relever par l'ENS pour renforcer la qualité de l'enseignement au Togo conformément aux ambitions de la feuille de route gouvernementale.

Ainsi, il est proposé notamment un rattachement administratif, sans délocalisation, de l'ENS à l'Université de Lomé. Par ailleurs, il est envisagé une ouverture permanente de la formation à tous les étudiants éligibles afin de renforcer le vivier d'enseignants formés, et les rendre disponibles pour les établissements publics et privés.

Le conseil a écouté une deuxième communication sur la réforme des Ecoles normales des instituteurs (ENI) ; présentée par le ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat.

Notre pays dispose de sept (07) ENI pour la formation des enseignants du préscolaire et du primaire situées à Notsè, Kara, Dapaong, Niamtougou, Sotouboua, Tabligbo et Adéta.

Un diagnostic institutionnel et opérationnel de ces ENI a été mené et a révélé la nécessité d'ajuster le dispositif de formation des enseignants du préscolaire et du primaire pour faire face aux défis auxquels est confronté notre système d'éducation.

A l'issue de ce diagnostic, des recommandations ont été formulées. Il s'agit notamment de la transformation des ENI en Ecole Normale de Formation des Professeurs d'Ecole (ENFPE) ; de la fin de l'accès par voie de concours, de l'ouverture en permanence de la formation afin de mettre à la disposition des établissements du préscolaire et du primaire public comme privé un nombre suffisant d'enseignants qualifiés et formés à recruter et de l'allongement de la durée de la formation à deux ans

A cet effet, une réorganisation territoriale des ENI, en lien avec la réforme de l'ENS, est en cours.

Le conseil a ensuite écouté une communication relative à l'état d'exécution budgétaire des projets d'investissement à la fin août 2021 ; présentée par le ministre de l'économie et des finances.

Cette communication a pour but de rendre compte au conseil, de l'état d'exécution des projets d'investissements inscrits au programme d'investissement public.

Le conseil a également écouté une communication relative à l'élaboration du plan directeur d'approvisionnement en eau potable du Grand Lomé ; présentée par le ministre de l'eau et de l'hydraulique villageoise.

En vue de satisfaire la demande sans cesse croissante en eau de la population du Grand Lomé, le gouvernement a entrepris d'élaborer un plan directeur pour planifier à court, moyen et long terme des investissements en infrastructures de production d'eau.

Le plan directeur permettra de fournir au ministère chargé de l'eau et aux opérateurs du sous-secteur notamment, la société du patrimoine eau et assainissement en milieu urbain et semi urbain (SP-EAU) et à la société togolaise des eaux (TdE), un outil de planification afin d'anticiper la demande en eau de la population du Grand Lomé pour les trente prochaines années.

Le conseil a écouté une dernière communication relative à la réforme de la chambre de commerce et d'industrie du Togo ; présentée par le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale.

La communication a présenté les principales actions menées par la délégation spéciale consulaire depuis sa mise en place. Afin de lui permettre d'achever sa mission, le conseil a autorisé une prorogation de son mandat pour une durée de six (6) mois.

Fait à Lomé, le 22 septembre 2021

Le Conseil des Ministres

Afrique

La BAD s'engage au Forum de la révolution verte

La Banque africaine de développement (BAD) a participé à 16 événements record au Forum de la révolution verte en Afrique (AGRF), la plus grande conférence sur l'agriculture en Afrique, qui s'est achevée la semaine dernière. Le sommet hybride a été organisé par le gouvernement du Kenya et le groupe des partenaires de l'AGRF sous le thème « Voies de la reprise et système alimentaire résilient ».

● Nicole ESSO

Le président de la Banque, Akinwumi A. Adesina, a mis l'accent sur l'engagement de la Banque. Dans ses remarques préenregistrées diffusées lors de la session du sommet présidentiel de l'AGRF, il a révélé de nouveaux détails sur un mécanisme de financement pour l'alimentation et la nutrition en Afrique. La facilité est une initiative conjointe de la Banque et du Fonds international de développement agricole (FIDA), conçue pour fournir des technologies agricoles éprouvées aux agriculteurs africains à grande échelle et renforcer les systèmes alimentaires qui les entourent. "Nous devons assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique à plus grande échelle et pour cela, l'Afrique a besoin de beaucoup de financement", a déclaré Adesina, notant que la facilité vise à lever 1 milliard de dollars de financement, à atteindre quelque 40 millions d'agriculteurs avec des technologies modernes et à réduire l'incidence de la faim et de la malnutrition jusqu'à 20 %, entre autres objectifs. "Nous devons veiller à ce que cette facilité soit établie, en tant que résultat majeur pour l'Afrique lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires", a déclaré Adesina aux chefs d'État et de gouvernements africains présents à l'AGRF, qui, selon les organisateurs, avait un public d'environ 10 000 participants inscrits. La participation de la Banque à



AGRF 2021 fait partie des efforts en cours pour aider à aligner la voix de l'Afrique sur les engagements qui seront pris lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires le 23 septembre. La vice-présidente de la Banque pour l'agriculture, le développement humain et social, le Dr Beth Dunford, a également plaidé en faveur de la facilité de financement en cours de développement lors de la session Walking the Path to 2030: Commitments Framework, l'un de ses quatre engagements AGRF. « La facilité est à la fois pour l'Afrique et par l'Afrique. Il répond à un appel des dirigeants africains à aider les systèmes alimentaires africains à se reconstruire meilleurs et plus forts après Covid-19 », a déclaré Dunford, faisant référence au Dialogue de haut niveau sur l'alimentation de l'Afrique co-organisé par la Banque et le FIDA. Elle a ajouté qu'une fois que l'installation sera opérationnelle, elle mettra en commun les ressources d'une variété de partenaires et fournira des subventions, des prêts et d'autres instruments

financiers. Plus tôt au cours du sommet d'une semaine, le vice-président Dunford a présenté un segment de présentation des engagements qui présentait l'impact positif du programme de la Banque sur les technologies pour les technologies agricoles africaines (TAAT) et a expliqué comment l'accélération de la fourniture de technologies agricoles éprouvées fera partie du nouveau mécanisme de financement. Martin Fregene, directeur de la Banque pour l'agriculture et l'agro-industrie, a prononcé un discours lors d'un événement parallèle à l'AGRF organisé par TAAT. Fregene a déclaré aux participants que l'Afrique pourrait être une «puissance pour les systèmes alimentaires», car la mise à l'échelle des technologies agricoles pour atteindre la sécurité alimentaire permet également une meilleure nutrition tout en relevant des défis tels que le changement climatique. La Banque a affecté 100 000 \$ pour soutenir l'AGRF de cette année, qui a réuni des délégués des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des communautés de recherche.

GBfoods Africa

Helios finalise la cession de ses 49 % de parts

En cédant la totalité de ses actions détenues au sein du distributeur de biens de consommation GBfoods Africa, le capital-investisseur Helios réalise sa première cession depuis l'entame de l'année 2021. Son coactionnaire GBfoods SA reprendra les parts vendues.

Helios Investment Partners a vendu sa participation de 49 % au sein de GBfoods Africa. La société de capital-investissement dédiée à l'Afrique a cédé pour un montant non dévoilé, la totalité de ses actions à GBfoods SA, son partenaire et coactionnaire. Helios a passé plus de 4 années au sein de GBfoods Africa. L'entreprise présente dans une trentaine de pays africains est le principal distributeur des marques de bœuf Jumbo, de concentrés de tomates Gino, Pomo et de lait

et mayonnaise Jago et Bama. Au cours de cette période d'investissement, Helios affirme avoir contribué à transformer GBfoods Africa en « une grande entreprise de consommation africaine à croissance rapide et locale », défend Nimit Shah, associé d'Helios. Avec le départ du capital-investisseur, GBfoods SA deviendra le principal actionnaire de la structure cédée. Cette joint-venture a été mise sur pied en 2017 par les deux partenaires, avec pour objectif de devenir l'une des plus importantes sociétés

de biens de consommation en Afrique. Selon les prévisions de la Société financière internationale contenues dans une étude publiée en mars 2018, l'Afrique sera le plus grand marché de consommation de biens et services, d'ici 2030. Près de 100 millions de personnes devraient rejoindre la classe moyenne et celle à revenu élevé. La consommation et les dépenses des ménages devraient augmenter annuellement et à un rythme soutenu.

Avec Agence Ecofin

African Parks

La Fondation Walton engage 100 M\$ pour la conservation de la faune sauvage

La Fondation Rob et Melani Walton engageront 100 millions de dollars en faveur de la conservation de la faune sauvage en Afrique. Les fonds financeront principalement les activités de l'organisation African Parks qui gère une quinzaine de parcs nationaux en Afrique subsaharienne.

African Parks obtient à nouveau du financement pour la préservation de la faune sauvage en Afrique. La promesse de 100 millions de dollars est faite par la Fondation Rob et Melani Walton, administré par le milliardaire américain Rob Walton, fondateur du géant de la grande distribution Walmart, et sa femme Melani Lowman-Walton. Les fonds seront divisés en deux parties. La première de 75 millions de dollars sera consacrée à la création du Fonds de dotation Rob et Melani Walton pour soutenir les opérations de conservation. La deuxième partie du financement, soit 25 millions de dollars soutiendra les parcs nationaux gérés par African Parks. L'organisation basée à Johannesburg (en Afrique du Sud) gère 19 parcs nationaux sur le continent, couvrant une superficie de 14,7 millions d'hectares, grâce à ses 3 200 employés. «Une partie de ces fonds sera utilisée pour des subventions de contrepartie sur cinq ans, en conjonction avec le Legacy Landscapes Fund, pour le parc national d'Iona en Angola et le parc national d'Odzala-Kokoua au Congo. Ce financement permettra de mobiliser 10 millions de dollars supplémentaires pour chaque parc au cours des dix années suivantes», explique African Parks.

L'urgence de la conservation de la faune



L'organisation créée en 2000 par Paul Fentener van Vlissingen estime que les fonds apportés par la Fondation Rob et Melani Walton permettront d'accroître son impact en gérant davantage de parcs, de réduire le braconnage, d'augmenter les populations d'animaux sauvages et d'améliorer les moyens de subsistance de centaines de milliers de personnes vivant autour des parcs nationaux. En 2020 African Parks a identifié, dans une analyse, 161 «zones d'ancrage» en Afrique qui ont le plus de chances de devenir de grands paysages viables, capables d'abriter une biodiversité d'importance mondiale. Cependant, seules 69 de ces zones sont actuellement protégées de manière adéquate, selon l'organisation. «Si les 161 zones bénéficient de solutions de gestion efficaces, elles constitueront une étape fondamentale vers la vision plus large de la sauvegarde de 30 % de l'Afrique pour la nature», explique African Parks.

Élargir la zone de conservation de la

Institution financière

Shelter Afrique éponge l'intégralité de ses dettes commerciales

Shelter Afrique, institution financière panafricaine dédiée au logement, a annoncé avoir entièrement remboursé les dettes commerciales dues à huit banques pour un montant total de 186 millions USD (y compris les intérêts courus). La dette était pourtant étalée sur une période de 5 ans allant de juin 2019 à juin 2024.

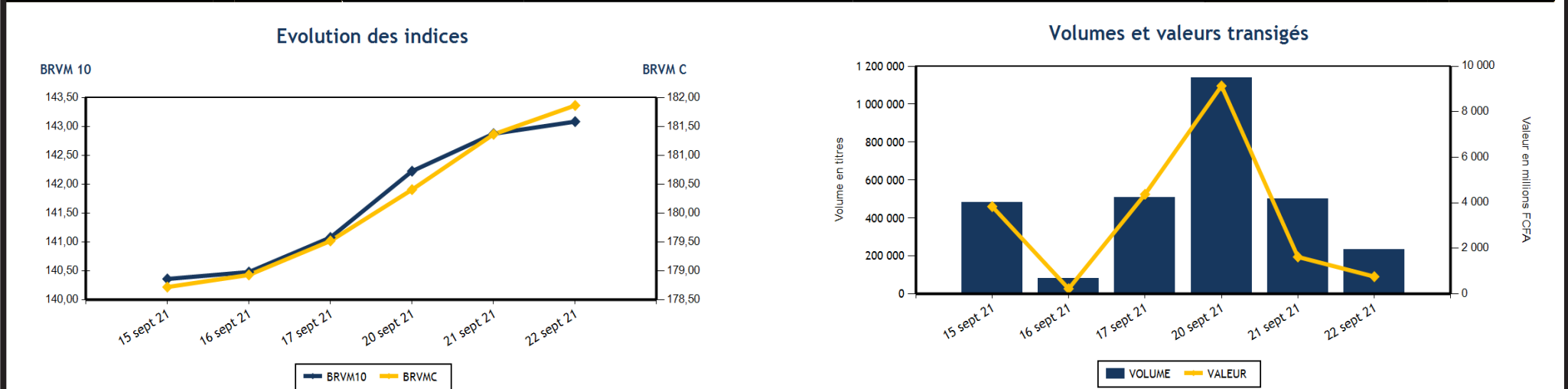
Bien que l'accord de restructuration de la dette nous donne une fenêtre pour rembourser intégralement le prêt d'ici juin 2024, nous avons remboursé avec succès tous les prêts fin juin 2021. Cela a été possible grâce aux nouvelles structures que nous avons mises en place pour traiter les créances irrécouvrables et les recouvrements de prêts dans le cadre de notre plan de redressement », a déclaré Andrew Chimphonah, PDG de Shelter Afrique, dans un communiqué publié ce mardi 21 septembre. La dette, remboursée donc trois ans plus avant l'échéance, était due à la Banque afri-

caine de développement (BAD), à l'Agence française de développement (AFD), à la Commercial Bank of Africa (CBA), à la Banque européenne d'investissement (BEI), à la KfW allemande, à la Ghana International Bank (GHIB), à la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et à la Société islamique pour le développement (SIB). Chimphonah a également indiqué que le groupe s'offre ainsi la possibilité de revenir sur le marché des capitaux pour lever 125 milliards de KES (1,25 milliard USD) d'obligations en monnaie locale d'ici la fin de l'année. Avec la retraite complète des dettes, nous

avons maintenant l'intention de mobiliser une contre-valeur en monnaie locale de 500 millions de dollars chacune du Nigeria et de l'Afrique de l'Est, ainsi que 250 millions de dollars de pays africains de langue Français. Ceux-ci seront cruciaux pour financer notre pipeline du côté de la demande d'un montant pouvant atteindre 1 milliard de dollars que nous développons actuellement », a-t-il déclaré. Basée à Nairobi, Shelter Afrique a réalisé un bénéfice net de 1,85 million USD en 2020 contre une perte nette de 1,26 million USD l'année précédente.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	143,09	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite	181,87
Variation Jour	 0,15 %		Variation Jour	 0,28 %
Variation annuelle	 9,33 %		Variation annuelle	 25,11 %
N° 183		mercredi 22 septembre 2021	Site : www.brvm.org	



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 473 370 852 626	0,28 %
Volume échangé (Actions & Droits)	234 350	-31,93 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	759 299 085	37,88 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	15	-31,82 %
Nombre de titres en baisse	13	44,44 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 480	7,45 %	46,13 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	4 345	7,02 %	4,70 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	4 700	4,33 %	34,29 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 550	3,68 %	25,00 %
BICI CI (BICC)	6 300	3,28 %	-5,69 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	85,95	-1,27 %	137,10 %	13 153	49 991 530	20,84
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	443,00	0,00 %	7,93 %	41 857	141 286 910	7,84
BRVM - FINANCES	15	69,28	0,86 %	15,49 %	154 732	528 869 395	14,58
BRVM - TRANSPORT	2	533,82	2,29 %	40,96 %	5 704	11 817 480	8,90
BRVM - AGRICULTURE	5	197,26	0,15 %	127,94 %	1 582	6 023 830	12,90
BRVM - DISTRIBUTION	7	337,38	-0,13 %	49,00 %	16 968	21 068 980	20,83
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	826,70	-2,90 %	139,28 %	354	240 960	3,88
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,10	
Taux de rendement moyen du marché	6,50	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,53	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	267 535,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 594 562 268,05	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 086 053 775 673	0,12 %
Volume échangé	90	-99,94 %
Valeur transigée (FCFA)	918 000	-99,91 %
Nombre de titres transigés	4	-77,78 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-90,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 000	-6,98 %	0,00 %
SETAO CI (STAC)	670	-2,90 %	0,00 %
SOLIBRA CI (SLBC)	102 000	-2,86 %	0,00 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	835	-1,76 %	0,00 %
UNIWAX CI (UNXC)	2 015	-1,23 %	0,00 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,96	
Ratio moyen de satisfaction	36,54	
Ratio moyen de tendance	1 860,57	
Ratio moyen de couverture	5,37	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	2,36	
Nombre de SGI participantes	28	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Accusations

Réunion au FMI concernant la directrice Kristalina Georgieva

Le conseil d'administration du FMI n'a pas pris de décision concernant Kristalina Georgieva, accusée de pressions pour favoriser la Chine lorsqu'elle dirigeait la Banque mondiale.

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) s'est réuni mardi au sujet des accusations visant sa directrice Kristalina Georgieva, accusée de pressions pour favoriser la Chine lorsqu'elle dirigeait la Banque mondiale, et a convenu de se revoir «bientôt», sans annoncer de décision dans l'immédiat. Un «premier compte rendu» du «rôle présumé de la directrice générale Kristalina Georgieva dans le (rapport) Doing Business 2018 de la Banque mondiale, tel que décrit dans le rapport d'enquête», a été réalisé mardi auprès du conseil d'administration par le comité d'éthique, a indiqué le FMI dans un communiqué. «Le conseil d'administration a souligné l'importance qu'il attachait à la réalisation d'un examen approfondi, objectif et en temps voulu et a convenu de se réunir à nouveau prochainement pour une discussion plus approfondie», est-il précisé.

Réactions d'inquiétudes

Les dirigeants du FMI ont «fait le point sur les discussions menées par le comité d'éthique jusqu'à présent et (ont) eu un échange de point de vue préliminaire sur le rapport et la réponse à celui-ci de la directrice générale», est-il également détaillé.



• **Kristalina Georgieva, le 16 septembre 2021 à Paris.**
AFP

Le conseil d'administration s'était déjà réuni jeudi et vendredi, immédiatement après que l'enquête a été rendue publique, avec Kristalina Georgieva, qui conteste les accusations. La directrice du FMI a été mise en cause pour avoir, alors qu'elle était directrice générale de la Banque mondiale, en 2017, fait supposément pression sur les équipes pour favoriser la Chine dans un classement sur l'environnement pour les entreprises dans les différents pays, dans un contexte d'intimidations et de culture «toxique». L'enquête, réalisée par un cabinet indépendant à la demande du comité d'éthique de la Banque mondiale, avait suscité des réactions d'inquiétudes quant à la perte de confiance envers les institutions internationales.

Conclusions «précupantes»

Le Trésor américain, équivalent du ministère de l'Économie et des Finances, avait indiqué qu'il analysait le rapport, dont il a jugé les conclusions «préoccupantes». Les voix américaines sont en effet celles qui pèsent le plus lourd au conseil d'administration du FMI – organe chargé notamment de choisir le directeur général – et le pays dispose également d'un droit de veto. La Banque mondiale avait elle-même immédiatement annoncé qu'elle cesserait de publier ce rapport. Les pressions exercées, selon l'enquête, par Kristalina Georgieva et le président de la Banque mondiale à l'époque, Jim Yong Kim, visaient notamment à modifier la méthodologie pour permettre à la Chine de ne pas plonger dans le classement.

(AFP)

Londres

Les couturiers de rue se dressent face à la fast fashion

«Raconmode-le, ne le jette pas.» Sous ce slogan, des couturiers londoniens entendent combattre la surconsommation en donnant une nouvelle vie aux vieux habits.

Alignés sur des tabourets, dans une rue piétonne de la banlieue sud de Londres, ils sont une vingtaine à manier l'aiguille, concentrés à raccommode un vêtement usagé. Leur message: réparer plutôt que jeter et racheter, malgré la tentation offerte par la mode à bas coût. Pour leur opération, les «Street stitchers», couturiers de rue éphémères, ont choisi de s'installer, mercredi, dans le faubourg londonien de Bromley, devant un magasin Primark, enseigne symbole de la «fast fashion», de plus en plus montrée du doigt pour son impact sur l'environnement. Leur slogan - «Raconmode-le, ne le jette pas» («Stitch it, don't ditch it») - s'affiche au dos de leurs tabourets ou chaises pliantes, souvent cousu en fils de couleurs vives. L'organisatrice, Suzi Warren, veut sensibiliser les passants sur l'achat répété de vêtements peu chers, facilement jetés: «Il ne s'agit pas de dire qu'il ne faut pas les acheter, mais de dire: 'Si vous les achetez, essayez d'établir une sorte de contrat pour les garder aussi longtemps que possible'. Nous ne pouvons pas continuer à produire des vêtements à ce rythme!»

«Un très mauvais impact»



Créatrice d'une boutique en ligne de vêtements aux motifs humoristiques, Suzi Warren a lancé, cette année, le mouvement Street Ditching, après avoir entendu parler des dégâts de la «fast fashion». Son initiative a notamment été popularisée par Instagram. Parmi les participants présents mercredi, Madeleine Tanato raccommode une robe: «Ces dernières années, je me suis rendu compte que la mode jetable a un très mauvais impact sur l'environnement.» Intrigués, les passants s'arrêtent pour poser des questions. Il s'agit avant tout de leur montrer que raccommode est une source de plaisir. «Le raccommode est très méditatif, et c'est une activité saine pour la santé mentale», assure Suzi Warren. «C'est facile, pas cher, tout ce dont vous avez besoin c'est d'une aiguille et d'un fil...» Pour convaincre que raccommode est à portée de tous, les passants sont invités à scanner un QR code leur donnant accès à des tutoriels

en ligne.

Image ternie

L'événement a été organisé simultanément dans plusieurs villes du Royaume-Uni et à l'étranger, à l'occasion de la Semaine de la mode durable, du 11 au 19 Septembre au Royaume-Uni, en préambule à la traditionnelle Fashion week réunissant les grands couturiers dans la capitale, à partir de vendredi. Les enseignes de mode à bas coût sont régulièrement montrées du doigt aussi bien sur le gaspillage et la pollution qu'elles engendrent, que sur les conditions salariales imposées à leurs ouvriers. Le secteur a vu son image ternie par le drame de l'effondrement, en avril 2013, du Rana Plaza, un atelier de confection à Dacca, au Bangladesh (1138 morts), ou par les rapports sur l'utilisation, par certaines marques, de coton issu du travail forcé des Ouïghours, en Chine.

(AFP)

États-Unis

Le plafond de la dette provoque une bataille politique

L'administration Biden a alerté lundi contre le risque d'une «crise financière historique» pour pousser le Congrès à trouver un accord sur le plafond de la dette.

La course contre la montre est lancée au Congrès américain, pour trouver un accord sur le plafond de la dette et éviter aux États-Unis de faire défaut, ce qui aurait des conséquences gravissimes sur l'économie américaine, mais aussi mondiale. Le plafond de la dette est le montant de dette à partir duquel le pays ne peut plus émettre de nouveaux emprunts pour se financer, ce qui l'empêche d'honorer ses paiements. Il diffère du «shutdown», la paralysie des services de l'État fédéral, qui peut survenir lorsque le Congrès n'arrive pas à s'entendre sur le budget avant le 30 septembre. Les deux sujets sont cette année concomitants. Pour éviter le «shutdown», la Chambre des représentants adoptera cette semaine «une loi pour financer le gouvernement

jusqu'en décembre», a indiqué lundi, dans un communiqué, la présidente démocrate de la Chambre, Nancy Pelosi. Ce projet de loi prévoit aussi de suspendre le plafond de la dette «jusqu'en décembre 2022», a-t-elle précisé. «Régler le plafond de la dette vise à respecter les obligations que le gouvernement a déjà contractées, comme le plan d'aide bipartite face au Covid-19 adopté en décembre (2020) ainsi que les paiements essentiels aux bénéficiaires de la sécurité sociale et à nos anciens combattants», a souligné Nancy Pelosi, agitant à son tour le risque d'une «récession».

Négociations

Seul le Congrès a la prérogative de relever le plafond de la dette, et, avec le texte annoncé lundi par Nancy Pelosi, les démocrates espèrent se donner du temps, pour rallier



• **Seul le Congrès a la prérogative de relever le plafond de la dette.** Getty Images via AFP

ensuite le soutien des républicains. Ils s'opposent farouchement aux 3500 milliards de dollars de dépenses sociales voulues par Joe Biden. Les démocrates envisagent d'ailleurs, pour faire adopter ces mesures, d'utiliser une procédure qui leur permet de se passer des voix républicaines. Ils auraient la possibilité d'inclure le plafond de la dette dans ce dispositif, dit de «réconciliation». Mais ils se heurtent à la date butoir du 30 septembre puisque les négociations sont embourbées. D'autant plus qu'il y a des divergences de vue au

sein même des démocrates. «Les démocrates contrôlent l'ensemble du gouvernement. Ils pensent qu'ils sont tout à fait capables de régler seuls le plafond de la dette», a ironisé sur Twitter le chef républicain au Sénat Mitch McConnell. Il accuse les démocrates de vouloir obtenir les votes des deux partis pour faire endosser collectivement «une dette historique». «Le pays ne doit jamais faire défaut. Le plafond de la dette devra être relevé. Mais il revient à ceux que le peuple américain a élus de le faire», avait-il déclaré la semaine dernière au site d'actualité politique Punchbowl News. L'administration Biden, de son côté, n'a de cesse de rappeler que le plafond de la dette concerne les dépenses déjà engagées y compris par l'administration Trump, et non celles qui n'ont pas

encore été adoptées. Démocrates et républicains «ont la responsabilité de payer la dette que nous avons déjà contractée. Cela a toujours été fait avec la participation des deux partis», a souligné lundi le chef de la majorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer. «Il ne s'agit pas d'un nouveau combat partisan: il s'agit d'éviter une crise qui anéantirait tous les progrès que notre pays a accomplis pour se relever de la crise du Covid», a-t-il assuré. «Crise financière historique» L'administration Biden a de nouveau alerté lundi contre le risque d'une «crise financière historique», car les États-Unis ne pourraient plus honorer leurs engagements financiers à partir de la mi-octobre. Taux d'intérêt qui flambent, soldats et retraités sans aucun revenu, nouvelle récession pour les États-Unis

et des millions de destructions d'emplois à la clé: la secrétaire au Trésor Janet Yellen a dépeint une vision apocalyptique dans un éditorial publié dans le «Wall Street Journal». Le plafond de la dette est de nouveau en vigueur depuis le 1er août, à 28'400 milliards de dollars – contre 5 milliards de dollars seulement au milieu des années 90. Il avait été suspendu en août 2019, grâce à un accord entre l'ex-président Donald Trump et les élus démocrates du Congrès. Le sujet est un marronnier de la vie politique américaine, puisque depuis les années 60, le plafond de la dette a été relevé ou suspendu à 80 reprises. Au cours des quatre années du mandat de Donald Trump, trois suspensions avaient été votées par le Congrès.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com

HOROSCOPE *finance*

Bélier Cet aspect de Pluton n'a rien de négatif et, en principe, devrait même plutôt vous permettre d'améliorer vos revenus, ou tout au moins de voir vos placements devenir plus rentables. Mais en même temps, cet impact pourra vous faire oublier toute prudence. Vous qui, d'habitude, gérez votre budget avec prudence, serez pour une fois tenté par des achats aussi ruineux qu'inutiles !

Taureau Voilà le moment idéal pour mettre au point une stratégie financière de premier ordre. Vous saurez évaluer au plus juste les risques à prendre afin de faire fructifier vos ressources sans compromettre l'équilibre de votre situation matérielle actuelle.

Gémeaux Vous n'aurez pas à vous serrer la ceinture autant que dernièrement. Il faut dire que vous réussirez, peu à peu, à régler les problèmes matériels qui vous ont empoisonné la vie récemment. Vous aurez maintenant la possibilité de consolider votre situation matérielle grâce à de bons placements et à des transactions habiles.

Cancer Si les placements vous intéressent, il s'agira aujourd'hui d'avoir une vision réaliste et de ne pas laisser dormir certaines valeurs dont le cours pourrait baisser bientôt. Débarrassez-vous-en en temps utile, sans regrets.

Lion Vous pouvez vous attendre à des faits positifs dans le domaine financier. Les astres vous protégeront et vous réserveront des contacts sympathiques, sous forme de propositions d'affaires, de projets. Il y aura un certain dynamisme dans la circulation de l'argent : vous en toucherez et en donnerez.

Vierge Aucune planète n'aura d'impact direct sur votre équilibre financier. Vous n'aurez donc aucun problème particulier à craindre, mais il vous faudra toutefois comprendre que la chance due récemment à Jupiter commencera à diminuer. Si vous faites partie des natifs qui se sont montrés plus dépensiers qu'à l'accoutumée, restreignez les dépenses sans utilité réelle. Cela ne devrait pas vous être trop difficile !

Balance Privé de l'appui de Jupiter, vous ne pourrez guère compter, comme dernièrement, sur d'appréciables petits coups de chance. Il faudra par conséquent faire preuve de sérieux et de rigueur dans la gestion de votre budget. Evitez également d'abuser des crédits, et sachez freiner vos envies de luxe. Certes, ce n'est pas un programme très réjouissant, pour vous qui aimez dépenser au gré de vos humeurs, mais c'est le prix que vous aurez à payer pour échapper aux soucis financiers démoralisants.

Scorpion Il serait plus avantageux pour vous de jouer les fourmis plutôt que les cigales. Tirez parti des bons aspects planétaires qui domineront cette journée et pensez à effectuer des placements sûrs qui consolideront votre avenir matériel.

Sagittaire L'influence de Saturne pourrait impliquer un certain coup de chance sur l'immobilier, permettant à certains natifs de découvrir, presque par hasard, la maison dont ils rêvent et qui corresponde à leurs aspirations véritables. Mais il conviendra, pour favoriser cette chance, d'entreprendre des recherches actives et non de rester dans un coin à former des vœux pieux.

Capricorne Les dissonances astrales actuelles ne seront guère favorables aux transactions financières. Vous aurez du mal à évaluer la situation avec justesse et vous risquez de commettre de graves erreurs. Il vaudrait mieux patienter quelque temps. Vous foncez au moment opportun.

Verseau La journée sera favorable aux investissements. Mais il serait peut-être opportun de consulter un psychologue à propos de vos associés. Aujourd'hui, vos intérêts financiers seront bien soutenus, et vos affaires devraient connaître une activité supérieure à la normale.

Poissons Des dépenses importantes ou imprévues sur le plan immobilier surviendront aujourd'hui. Jupiter ne sera pas favorable à un achat ou à une transaction en ce moment ; mais son action pourrait être contrecarrée par Mars, qui pourrait apporter une proposition intéressante sur ce plan.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.comSite web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

APPEL DE CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE JEUNES DIPLOMES

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), bras financier de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est une institution financière internationale appartenant aux 15 Etats membres de la CEDEAO que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son siège est à Lomé en République Togolaise.

La BIDC s'est assignée pour mission de contribuer à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée, prospère et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités offertes par la mondialisation. Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de jeunes diplômés, la BIDC souhaite recruter des jeunes diplômés des universités et grandes écoles de la sous-région ouest africaine et de la diaspora.

Présentation du programme

Le programme de recrutement de jeunes diplômés vise des jeunes diplômés de haut niveau âgés de moins de trente (30) ans lors du recrutement. Les candidats sélectionnés seront nommés jeunes cadres en formation à la Banque pour un contrat à durée déterminée (CDD) de deux (2) ans. Ils devront passer une période d'essai de six (6) mois pendant laquelle les parties peuvent rompre leur engagement sans préavis, et s'ils donnent satisfaction pendant les deux ans de contrat à durée déterminée (CDD), leurs nominations seront transformées en contrat à durée indéterminée, c'est-à-dire qu'ils deviennent membres du personnel permanent.

Pendant la période de contrat à durée déterminée (CDD), ils seront affectés de manière rotative dans les divers départements de manière à comprendre leur fonctionnement et à intégrer une équipe au sein de laquelle ils apporteront des contributions judicieuses. En outre, ils relèveront de cadres supérieurs et se familiariseront avec les divers départements, politiques et programmes de développement de la Banque.

Conditions d'éligibilité

Peuvent postuler à ce programme, les candidats ressortissants des pays membres de la CEDEAO remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de 30 ans au plus lors du recrutement ;
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures de type bac +5 (MASTER, DESS) ou un diplôme équivalent en adéquation avec les opérations de la Banque, notamment les opérations du secteur privé, les opérations du secteur public, les infrastructures, la gestion des risques, la gestion actif/passif, les finances, l'audit, les conseils juridiques, la communication et le marketing, les services linguistiques, ou dans tout autre domaine d'études pertinent pour les opérations de la Banque;
- être apte à travailler en équipe et sous pression dans un contexte multiculturel ;
- avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse, sens de l'organisation, de planification et de fixation de priorités ;
- disposer d'une bonne maîtrise des techniques de recherche d'informations pertinentes (analyses bancaires, statistiques, suivi des tendances concurrentielles, etc.), en provenance de sources externes, principalement électroniques et autres médias reconnus sur le plan professionnel;
- avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Excel, Word, Access et Power Point) ;
- disposer d'une excellente capacité à communiquer en français et/ou anglais et/ou portugais, et une bonne connaissance d'une des deux autres langues).

Conditions de service

Conformément aux dispositions qui régissent le programme, les jeunes diplômés sont affectés dans des départements pour répondre à des besoins précis et ne sont pas recrutés pour pourvoir des postes vacants. Ils sont toutefois considérés comme des fonctionnaires de la banque pour la durée de leur nomination et jouissent des conditions de services correspondant au grade P1-1 de la grille de classification et de rémunération de la Banque.

Au salaire correspondant à ce grade, viendront s'ajouter des indemnités diverses (ajustement de poste, indemnités de logement et de transport, allocations familiales le cas échéant). En outre, les jeunes diplômés seront affiliés à la caisse de retraite de la Banque et bénéficieront pendant la période de leur nomination de la couverture d'une assurance groupe couvrant les risques suivants : décès et invalidité permanente, totale et définitive, incapacité temporaire de travail, invalidité permanente partielle, maladie, individuelle accidents.

Procédure et critères de recrutement

Les candidats présélectionnés sur dossier seront convoqués pour subir des épreuves écrites et orales au siège de la Banque à Lomé. Les tests et interviews de recrutement devront permettre d'évaluer entre autres :

- les connaissances techniques,
- le potentiel des candidats,
- la personnalité et degré de motivation,
- la maîtrise de l'outil informatique,
- les connaissances linguistiques et aptitudes rédactionnelles dans deux (2) au moins des trois (3) langues de travail de la Banque.

Composition du dossier de candidature

Les candidats intéressés et remplissant les conditions ci-dessus sont invités à envoyer à la Banque leur dossier de candidature comportant les documents ci-après :

- un curriculum vitae détaillé,
- les copies des diplômes,
- une copie de la carte d'identité ou du passeport,
- une copie d'acte de naissance.
- une lettre de motivation donnant les raisons de la demande de participation au programme, le ou les domaines techniques d'intérêt avec les raisons, les expériences pertinentes et les perspectives de carrière.

Les candidats intéressés doivent soumettre, au plus tard le **29 octobre 2021**, leurs dossiers de candidature en version papier dans une enveloppe scellée portant la mention « **Programme de recrutement de jeunes professionnels – 2022** » et adressée à :

BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO (BIDC)

128, Boulevard du 13 janvier, B.P. 2704, Lomé – Togo.

Tél : +228 22 21 68 64

N.B. : Seuls les candidats présélectionnés seront invités à un entretien. La BIDC se réserve le droit de retirer les postes vacants notifiés ou d'offrir un poste à un grade inférieur.

Assurance maladie universelle

Le Comité de pilotage adopte un plan de travail

Le Premier ministre Victoire Dogbé a présidé, mercredi 22 septembre 2021, la 2ème session du Comité de pilotage du projet Services de santé essentiels de qualité pour une couverture sanitaire universelle au Togo. Le Comité a adopté le plan de travail du projet pour la période de juillet 2021 à décembre 2022.

● Vivien ATAKPABEM

Il s'agit pour le gouvernement togolais de fournir des soins et services de santé essentiels aux femmes, aux enfants, et aux personnes vulnérables dans tout le pays en vue de la réalisation de la couverture sanitaire universelle au Togo. Trois mois après son installation, le Comité de pilotage du projet de la Couverture sanitaire universelle (CSU) au Togo, a adopté mardi son plan de travail pour la réalisation du mécanisme. L'acte a été effectué lors d'une session dirigée à la Primature par le Premier ministre, Victoire Dogbé. Ce plan de travail, validé par les différents membres de la structure (membres du gouvernement, représentants de la Banque mondiale), s'étale sur une période de 18 mois, soit de juillet 2021 à décembre 2022. De façon concrète, il permettra de plancher sur les différents axes du projet estimé à 70 millions \$ (40 milliards FCFA) et financé par l'institution de Bretton Woods sur une période de 5 ans (2021-2026). La CSU, dont un avant-projet



de loi a été adopté il y a une dizaine de jours en conseil des ministres, s'articule en effet autour de cinq composantes : l'augmentation de la demande et de l'offre de services de santé et de nutrition de qualité, le rapprochement des établissements et services de santé des ménages, le renforcement du régime national d'assurance maladie sociale, l'amélioration de l'intendance, de la surveillance et de la gestion, et l'intervention d'urgence. La prochaine réunion du comité de pilotage est prévue pour décembre. Pour rappel, le Togo a effectué un pas de plus vers la réalisation de son objectif de couverture sanitaire universelle courant juin 2021 à travers la mise

en place de la structure institutionnelle de coordination de ce mécanisme. Objectif, assurer l'accès des populations aux services de santé de qualité. Il s'agira principalement d'augmenter les centres de santé sur le territoire national, de mieux les équiper, de recruter des ressources humaines en santé et réduire l'effort financier à l'accès aux services de santé de base en permettant à ces populations vulnérables de bénéficier d'une assurance maladie. Pour le Gouvernement, la mise en place de la couverture santé universelle permettra, à l'instar du Registre Social Unique, le renforcement de l'inclusion, de l'harmonie sociale et la paix.

Togo / Covid-19

Vaccination des jeunes de moins de 18 ans

Dans une note de service, le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel aux soins précise l'autorisation de vacciner des étudiants des moins de 18 ans.

Le Professeur Moustafa Mijiyawa, le ministre en charge de la Santé, a signé ce mercredi 22 septembre 2021 une note de service autorisant la vaccination des étudiants de moins de 18 ans contre la Covid-19 au Togo. En effet, indique-t-il dans le document, « La vaccination contre la Covid-19 est ouverte à tous les étudiants des universités, même à ceux âgés de moins de 18 ans ». L'autorité politique demande aux agents de santé de « mettre en œuvre cette disposition » qui, selon lui, « contribuera à endiguer la pro-



● Moustafa Mijiyawa/Ministre en charge de la Santé
pagation de la pandémie » au Togo. Depuis quelques semaines, le nombre de cas de contaminations de coronavirus flambe. Le gouvernement

a décrété une nouvelle fois la fermeture des lieux de culte (églises et mosquées) pour freiner la propagation de la pandémie.

Avec icilome.com

Football

Le top 10 des joueurs les mieux payés du monde

Le célèbre magazine américain a publié son classement des joueurs les mieux rémunérés de la planète football. On y trouve du beau monde et trois joueurs du Paris Saint-Germain notamment.

C'est un classement qui suscite toujours une certaine effervescence chez les amateurs de ballon rond mais aussi chez ses détracteurs. Le célèbre magazine américain Forbes, a dévoilé ces dernières heures son classement des footballeurs les mieux payés du monde. On y retrouve du beau monde, et les plus meilleurs joueurs de la planète y figurent évidemment en bonne place. C'est donc sans surprise que Cristiano Ronaldo occupe à nouveau la première place de ce classement. La star portugaise perçoit ainsi 107 millions d'euros par an, dont 60 millions entre les salaires et les différentes primes. Ces chiffres ne sont pas déductibles des impôts. Le reste de ces 107 millions provient des multiples partenariats du joueur de Manchester United (Nike, Herbalife, Clear) mais aussi des marques CR7 qui poursuivent leur expansion (parfums, sous-vêtements, lunettes, hôtels, gymnases...). Tout va donc pour le mieux pour Ronaldo qui devance à nouveau un certain Lionel Messi. En quittant le FC Barcelone pour rejoindre le Paris Saint-Germain, la Pulga a réduit ses émoluments par rapport à ceux qu'il percevait au Barça. Au PSG, Messi touche environ 64 millions d'euros entre salaires et primes, avant impôts. L'international argentin va percevoir 30 millions d'euros nets par saison et une prime de fidélité de 10 mil-



● Cristiano Ronaldo, Messi et Neymar joueurs les mieux payés du monde ©Maxppp

lions d'euros nets s'il honore sa deuxième année de contrat puis sa troisième en option. Si le sextuple Ballon d'Or restait au Paris SG jusqu'en 2024, ce dernier touchera 30 millions d'euros cette saison puis 40 millions les deux saisons suivantes, soit 110 millions d'euros répartis sur trois ans. En parallèle, Messi complète son salaire par 30 millions d'euros de revenus commerciaux entre ses partenariats avec Adidas, Pepsi, Jacobs & Co. et Budweiser.

Andres Iniesta, l'invité surprise

Le numéro 30 parisien ne demeure pas le seul joueur francilien à apparaître dans ce prestigieux classement. Neymar intègre le top 3 avec 81 millions d'euros de revenus dont 64 millions de salaire avant impôts. Derrière le numéro 10 brésilien on retrouve un certain Kylian Mbappé avec 37 millions d'euros gagnés par saison, dont 24 millions juste avec les salaires versés par le PSG. Sa situation devrait

évoluer la saison prochaine quelque soit son choix pour la suite de sa carrière. Derrière ces mastodontes financiers, se trouvent Mohamed Salah (35 millions d'euros) et Robert Lewandowski (30 millions d'euros). La véritable surprise provient de la présence d'un certain Andres Iniesta qui perçoit 30 millions d'euros dont 26 millions de salaires par le Vissel Kobe. Le milieu espagnol devance Paul Pogba (29 millions d'euros), Eden Hazard (27 millions d'euros) ou encore Gareth Bale (25 millions d'euros) dans ce top 10. Pour concocter ce classement, Forbes a directement contacté clubs, agents de joueurs ou encore sponsors commerciaux et experts mondiaux du football. Les chiffres ont été convertis en dollars américains via le taux de change actuel et comprennent les salaires avant impôts pour la saison 2021-2022 ainsi que les avenants. Des chiffres qui donnent le vertige...

Avec footmercato.net

Top 10 des joueurs les mieux payés dans le monde

- 1- Cristiano Ronaldo (POR/Manchester United): 107 millions d'euros
- 2- Lionel Messi (ARG/PSG), 94 M€
- 3- Neymar (BRE/PSG), 81 M€
- 4- Kylian Mbappé (FRA/PSG), 37 M€
- 5- Mohamed Salah (EGY/Liverpool), 35 M€
- 6- Robert Lewandowski (POL/Bayern Munich), 30 M€
- 7- Andres Iniesta (ESP/Vissel Kobe), 30 M€
- 8- Paul Pogba (FRA/Manchester United), 29 M€
- 9- Gareth Bale (GAL/Real Madrid), 27 M€
- 10- Eden Hazard (BEL/Real Madrid), 25 M€

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

Inspirés tous les jours par nos héros

AFRICA
First Assist

Pour vous, Partout

SAHAM Assistance devient Africa First Assist

L'expertise et le savoir-faire de **Africa First Assist**
sont au service de tous les héros du quotidien.

www.africafirstassist.com